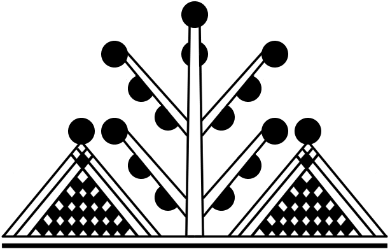
****

**   
ANAVAD AQVAYLI UΣḌIL  
GOUVERNEMENT PROVISOIRE KABYLE  
PROVISIONAL GOVERNMENT OF KABYLIA**

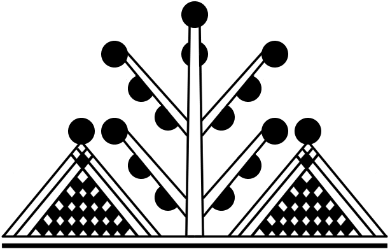
**MEMORANDUM**

**POUR LE DROIT A L’AUTODETERMINATION DE LA KABYLIE**

**Kabylie le 27/04/2001, avant de succomber aux balles qui l’ont déchiqueté, Kamel IRCHANE, un manifestant kabyle, eut le temps de signer de son sang, sur un mur le mot « Liberté »**

****

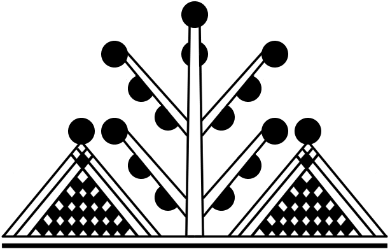
******

****ANAVAD AQVAYLI UΣḌIL  
GOUVERNEMENT PROVISOIRE KABYLE  
PROVISIONAL GOVERNMENT OF KABYLIA**

« Lorsque, dans le cours des événements humains, il devient nécessaire pour un peuple de dissoudre les liens politiques qui l'ont attaché à un autre et de prendre, parmi les puissances de la Terre, la place séparée et égale à laquelle les lois de la nature (…) lui donnent droit, le respect dû à l'opinion de l'humanité oblige à déclarer les causes qui le déterminent à la séparation. »

*In Déclaration d’indépendance des Etats-Unis (04/07/1776)*



**   
ANAVAD AQVAYLI UΣḌIL  
GOUVERNEMENT PROVISOIRE KABYLE  
PROVISIONAL GOVERNMENT OF KABYLIA**

« … quels que soient les obstacles que l’Histoire lui apportera, c’est dans le sens de sa libération que mon peuple (…) ira. »

Mouloud Mammeri

Ecrivain kabyle

(Entretien, par Tahar Djaout, Laphomic 1987)

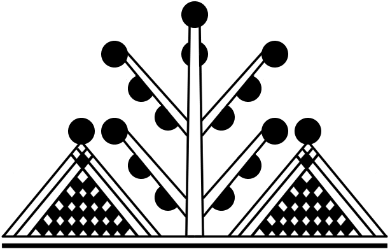


Marche du 20/04/2016 à Tizi-ouzou à l’appel du MAK

Marche du 20/04/2016 à Vgayet organisée par le MAK





**   
ANAVAD AQVAYLI UΣḌIL  
GOUVERNEMENT PROVISOIRE KABYLE  
PROVISIONAL GOVERNMENT OF KABYLIA**

**1**

**DEMANDE DE RECONNAISSANCE**

A Son Excellence, Monsieur Antonio GUTERRES, Secrétaire Général de l’ONU

Ref : ASAN/FM/1703/01

Objet : Demande de reconnaissance formelle du droit du peuple kabyle à l’autodétermination.

Excellence,

Conformément aux textes fondamentaux de l’ONU, en tant que président de l’Anavad (Gouvernement Provisoire Kabyle) et du MAK-Anavad (Mouvement pour l’Autodétermination de la Kabylie), au nom de la Kabylie, j’ai l’insigne honneur de vous adresser ce Mémorandum pour vous demander la reconnaissance formelle du droit du peuple kabyle à son autodétermination.

L’Anavad estime qu’aujourd’hui, le peuple kabyle réunit toutes les conditions nécessaires à l’exercice de son droit référendaire à disposer de lui-même.

La Kabylie mérite de rejoindre l’Organisation des Nations Unies et de prendre place en son sein en tant que nation et en tant qu’Etat libre et indépendant. Il est venu le temps, pour elle, de dissoudre les liens politiques qui, depuis 1857, la rattachent de force à l’Algérie. Ces liens qui ont toujours été tendus, empreints de défiance réciproque, épisodiquement très violents, sont des chaînes qu’elle a toujours combattues et dont elle entend se défaire aussi bien pour le bonheur de ses enfants que pour la stabilité régionale.

Le peuple kabyle est fort de près de 12.000.000 d’âmes pour un territoire de plus de 40.000 km2. Même si nous savons que ce ne sont ni le nombre d’habitants d’un peuple, ni la taille de son territoire qui le font admettre en tant que membre des Nations Unies, il est bon de noter que la Kabylie, située à l’Est d’Alger, est plus grande que plus de 30% des pays membres de l’ONU et qu’elle dépasse plus de 60% d’entre eux en population.

Les raisons de cette séparation concernent tous les domaines de la vie. Les dossiers contenus dans ce Mémorandum en donnent la gravité et l’ampleur. En dépit de toutes les preuves justifiant ce recours auprès de Votre Excellence, le peuple kabyle est prêt à soumettre son avenir au verdict des urnes et revendique pour son compte l’application du droit international dont celui de chaque peuple à l’autodétermination.

Il en appelle donc à votre attachement à la cause de la liberté des peuples, à votre impartialité et à votre sens des responsabilités, pour exprimer votre position et celle de l’ONU sur la validité de la demande kabyle de lui reconnaître un droit jusque-là valable pour tous les peuples du monde dont pourtant il fait partie.

Il en appelle également au soutien de la communauté internationale pour que justice lui soit rendue et qu’il en finisse avec le déni d’existence qui le frappe depuis la perte d’une bataille militaire contre les troupes coloniales françaises, le 24/06/1857 à Icerriden. (Icheridène)

La présente démarche de l’Anavad auprès de l’ONU, de l’Union Africaine, de l’Union Européenne, de la Ligue Arabe, de l’ASEAN, de la CEI, des USA de la France et de l’OEA, n’est ni un accident de l’histoire, ni un geste inconsidéré. Elle est l’aboutissement logique d’un processus historique d’une nation qui ne s’est jamais résignée à une perte définitive de sa souveraineté. Hier, elle s’était battue avec courage contre l’armée française (1857, 1871 et 1954-1962), aujourd’hui, elle fait face avec détermination à la dictature algérienne qui attente à sa langue et à son identité par la politique d’arabisation et de dépersonnalisation, depuis 1962.

La Kabylie n’étant appréhendée que comme une très grave menace sur l’unité du pays, l’Algérie n’a jamais cessé de la traiter en ennemie, en lui opposant à la fois, la guerre, la répression, l’insécurité, le sabotage économique et le déni d’existence.

Par cette attitude hostile, voire belliqueuse, l’Algérie a occasionné à la Kabylie plus de 50 ans de retard dans son développement multiforme. C’est un crime impardonnable.

Cependant, le pouvoir algérien, relais et clone du colonialisme français, n’a fini par produire en Kabylie, que l’inverse de ce qu’il escomptait : la résistance à la place de la soumission, le renforcement de sa personnalité au lieu de son assimilation. Sa laïcité s’est davantage accrue, face à la « salafisation » que le régime tente de réussir chez elle par tous les moyens : Au moment où le monde libre lutte de toutes ses forces contre l’islamisme, l’Algérie l’encourage officiellement en terre kabyle, aussi bien par l’école, la justice, l’administration, les médias, que par le financement d’associations islamistes agressives, voire par la nomination de terroristes islamistes « repentis » en tant qu’imams dans les villages kabyles.

Ce Mémorandum est donc le fruit des luttes quotidiennes d’un peuple qui, après avoir eu raison du colonialisme français au prix d’innombrables sacrifices que l’on peut classer parmi les plus héroïques du siècle dernier, affronte depuis 1962 les assauts haineux et destructeurs du colonialisme algérien.

L’un des objectifs de la présente initiative est aussi d’édifier les instances internationales sur la politique d’oppression, de répression et de discrimination touchant les domaines identitaire, linguistique, culturel, économique, environnemental, administratif et sécuritaire… que pratique l’Algérie en Kabylie.

La volonté d’indépendance de la Kabylie n’est pas le fait d’un éveil accidentel ou passager de son peuple à un rêve de liberté ; elle constitue une donnée permanente et irréductible de sa personnalité et de sa culture, depuis la nuit des temps.

La Kabylie a une permanence à travers l’Histoire égale à l’Atlas tellien auquel elle est adossée. Ni le déni d’existence, l’oppression, la répression et les violations des droits humains, ni le sabotage économique et l’insécurité que lui oppose le pouvoir colonialiste algérien ne peuvent en venir à bout.

Elle ne renoncera jamais à son existence et à sa liberté, quel qu’en soit le prix, quel que soit le contexte historique, et quelle que puisse être la puissance militaire de son négateur ou de son agresseur.

La Kabylie est convaincue de son légitime et bon droit de vivre libre et debout, de siéger parmi les nations de la Terre et d’apporter à l’humanité sa contribution à la construction de la paix et de la prospérité internationales.

Pour autant, il est très important de souligner que cette entreprise, en harmonie avec les valeurs du peuple kabyle, se veut avant tout pacifique ; La Kabylie qui se situe à la croisée des civilisations ayant fleuri autour du bassin méditerranéen, demeure la terre de l’olivier, symbole de paix et de prospérité.

Alors que dans sa quête de liberté, tout peuple opprimé est supposé légitimement fondé à recourir à la violence, la Kabylie qui le sait pertinemment reste résolument pacifique. Elle refuse d’en venir aux armes et leur inadmissible effusion de sang pour arracher son droit à la vie. Elle ose espérer, avec votre soutien, inaugurer ainsi, pour toute l’humanité opprimée, une nouvelle ère à travers laquelle les bouleversements géopolitiques inévitables, car inscrits dans la logique de l’Histoire, se feront pacifiquement, par la négociation, la justice et l’arbitrage international, loin de la violence qui, jusqu’ici, ravage les continents.

Toutefois, si elle a opté pour le pacifisme, ce n’est ni par faiblesse ni par manque de courage à aller à la guerre mais par valeur civilisationnelle. Les Kabyles sont de vaillants guerriers ; les Turcs et les Français en connaissent la valeur pour avoir eu à les affronter durant leurs incessantes et vaines tentatives de soumettre le pays kabyle du XVIe au XIXe Siècle pour les premiers et de 1830 à 1962 pour les seconds.

A la violence physique qu’elle rejette mais qu’elle ne craint en aucune circonstance, elle oppose la force morale, le droit et la confrontation d’idées. Même en état de légitime défense comme ce fut le cas lors du Printemps Noir (2001-2003) où, à mains nues, de jeunes kabyles offraient leur poitrine aux balles explosives des criminels gendarmes algériens qui avaient fait parmi eux 130 morts et des milliers de blessés dont plus de 1200 handicapés à vie, la Kabylie a préféré regarder ses assassins droit dans les yeux et anéantir leur barbarie  par cette phrase choc : ***« Vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts ! ».***

Nous n’avons peur ni de la mort ni d’aucun ennemi. Nous voulons juste vivre notre indépendance dans la paix, le respect de nos valeurs, le bon voisinage, la coopération internationale et la fraternisation avec tous les peuples du monde.

Les armes et leur violence sont le fait des peuples désespérés devant l’opposition à leur demande et à leur légitime rêve d'indépendance. Un peuple dont les cris de détresse sont ignorés par la communauté internationale finit tôt ou tard par se donner les moyens de son affirmation.

Espérons que la Kabylie, grâce à votre soutien, n’atteindra jamais le seuil du désespoir au point d’en arriver, elle aussi, à une situation préjudiciable pour la paix dans cette partie du monde.

Excellence,

En reconnaissant formellement au peuple kabyle le droit de disposer de lui-même, vous ouvrez, dans son sillage, la voie à la résolution de bien des conflits armés, en cours ou latents, en Afrique et en Asie.

Si d’aucuns pensent que la paix, si chère à tous les peuples, sera toujours, à l’horizon, un idéal dont la réalisation est laborieuse, bien des écueils qui se dressent sur sa route seront levés.

Un nouveau processus d’évolution géopolitique plus ordonné et mieux maitrisé par la communauté internationale sera enclenché au bénéfice de toute l’humanité.

Fort de sa conviction de servir la cause de la paix, de la liberté et de la prospérité au bénéfice de toute l’humanité, le peuple kabyle vous présente cette demande d’autodétermination sur la base des textes universels suivants :

1)- La Charte des Nations Unies, article 1, alinéa 2, visant à « développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde »

2)- Le Pacte International relatif aux Droits Economiques Sociaux et Culturels, ainsi que le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques, articles 1, 2 et 3, proclamant à l’unisson :

« 1. Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

2. Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance.

3. Les Etats parties au présent Pacte, y compris ceux qui ont la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes et des territoires sous tutelle, sont tenus de faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de respecter ce droit, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies. »

3)- L’article 3 de la Déclaration de l’ONU sur les Droits des Peuples Autochtones retenant que : « Les peuples autochtones ont le droit à l’autodétermination. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. »

4)- Tous les articles de la Déclaration Universelle des Droits de l’Homme, tant les violations dont se rend coupable l’Algérie n’épargnent aucun domaine de la vie du peuple kabyle, à commencer par le droit à la vie et à la sécurité.

Excellence, Monsieur le Secrétaire Général de l’ONU,

Connaissant votre dévouement à la cause de la paix et de la liberté dans le monde, votre respect des textes fondamentaux de l’ONU, confiant en la réponse que vous allez lui réserver pour le conforter dans son droit à l’autodétermination et son choix de la voie pacifique, le peuple kabylie vous témoigne sa reconnaissance et vous prie d’agréer ses chaleureuses salutations qui accompagnent sa profonde aspiration à son indépendance.

Exil le 05/04/2017

Signé : M. Ferhat MEHENNI



Contacts : M. Ferhat MEHENNI : +33609249833

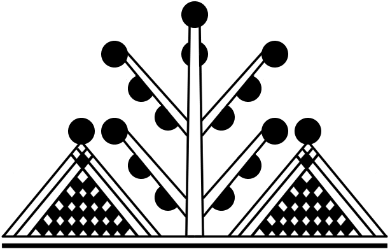
E-mail : [mehenniferhat@gmail.com](mailto:mehenniferhat@gmail.com)

Adresse : 19 Avenue Suzanne Buisson

93140, Bondy

France

****

**   
ANAVAD AQVAYLI UΣḌIL  
GOUVERNEMENT PROVISOIRE KABYLE  
PROVISIONAL GOVERNMENT OF KABYLIA**

**2**

**DOSSIER HISTOIRE**

**2**

DOSSIER HISTOIRE

**De la permanence de la Kabylie à travers l’histoire**

1)- La Kabylie existe depuis la nuit des temps. Elle a une permanence qui, établie par les historiens, remonte au moins à près de trois mille ans. Les Phéniciens avaient établi trois comptoirs, le long de sa côte méditerranéenne, Igilgili, *Rusazus*, et *Rusuccuru* (actuels Jijel, Azeffoun et Dellys).

Elle avait sa propre civilisation attestée par la stèle d’Avizar (Abizar) et les inscriptions libyques de la grotte d’Ifigha. Selon Gabriel Camps, ces documents témoignent d’un peuplement et d’un armement antérieurs à la période romaine. (146 av-J.C à 486 apr-J.C).

Elle avait son type d’Etat qui fédérait au moins sept grandes régions mais dont Ammien Marcellin (Ammianus Marcellanus  (Histoire romaine XXIX) n’avait cité que cinq, les Quinquégentiens (Quinquegentanei). Ces derniers, d’après l’historien Younes Adli, (<http://montagnard1061.skyrock.com/3113481063-Kabylie-topographic.html>), ce sont : 1) les Jubaleni des Bibans, 2) les Isaflenses (Iflissen Ou Mellil), 3) les Missinissences (Imssissen ou M’sisna par déformation opérée par les Français), 4) les Tendences (Ifnayen) et enfin 5) les Jesalences (Aït-Irathen). Aux côtés de ces cinq fédérations il faut ajouter les Bavares (Babors), et les Ucutumani qui occupaient la région comprise entre Vgayet (actuelle Béjaïa) et Constantine, comme cela est signalé par certaines inscriptions romaines et par le géographe grec Ptolémée.

Les Kabyles n’avaient jamais accepté la domination romaine contre laquelle ils s’étaient battus de manière permanente. L’un des épisodes de cette guerre contre Rome était le fait de Fraxen (Frawsen) et avait duré pas moins de 45 ans (253 à 298 de notre ère).

La Kabylie était déjà terre de résistance contre toute autorité étrangère.

2)- Malgré les nombreuses invasions qui ont affecté son environnement nord-africain, il n’y a que deux puissances qui avaient réussi à avoir un contrôle relatif sur elle, la romaine et la Française. De même que parmi les différentes dynasties musulmanes qui s’étaient succédé autour d’elle, seules la ziride (972-1014) et l’almoravide (1040-1162) auront eu une certaine influence sur le cours de son histoire.

2-1)- Issus de la dynastie ziride, les Fatimides (969-1171) qui avaient fondé la ville du Caire, étaient des Kotama, originaires de Kabylie. Toutefois, du fait de la grande distance qui la sépare de l’Egypte où la dynastie avait établi son siège, au bout de quelques années, elle s’en était détachée par sa branche Hammadite pour se recentrer sur elle-même. Elle refusait déjà de cautionner la violation par ses enfants des droits d’un autre peuple au temps où les conquêtes militaires étaient considérées par tous les empires comme allant de soi et comme étant des preuves de leur puissance, de leur grandeur et motifs de leur fierté.

3)- Les hordes hilaliennes ayant envahi l’Est nord-africain à partir de 1051-1052 n’avaient jamais pu régner sur elle. François Decret, dans son article sur « les invasions hilaliennes en Ifriqia écrit : « Outre la Tunisie, ils (les Hilaliens) tenaient la majeure partie du Constantinois, en occupant les plateaux et les plaines, mais évitant les zones montagneuses (…). La Grande Kabylie conserva son peuplement berbère, comme aussi la Petite Kabylie, mais la plaine maritime de Annaba comme l'arrière-pays de Tabarka étaient au pouvoir des *Arabes* ». <https://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/les_invasions_hilaliennes_en_ifriqiya.asp>

4)- Paradoxalement, la dynastie almoravide (1040-1147) dont pourtant le territoire s’arrêtait à Alger, avaient eu ses adeptes kabyles qui ont fini par jouer un rôle déterminant dans l’organisation hiérarchisée de leur société, en préservant l’identité et les valeurs de la Kabylie.

5)- Si les historiens de l’Afrique du Nord, à travers les âges, ne s’étaient intéressés qu’aux empires et aux ensembles dynastiques dans lesquels, en dehors du royaume de Bougie (Vgayet), la Kabylie était pratiquement ignorée, c’était surtout à cause de l’inviolabilité du territoire de cette dernière.

6)- Ce n’est qu’à partir de l’arrivée des Turcs à Alger, en 1515, que la Kabylie va faire irruption sur la scène internationale et dans les centres mondiaux de décision. En se révélant comme le territoire d’un peuple intraitable sur lequel la Sublime Porte se cassait toujours les dents, elle devenait un acteur majeur de l’histoire de la Méditerranée. Un empire aussi vaste et aussi puissant que celui des Ottomans n’arrivait pas à réduire un peuple d’à peine deux millions d’habitants (recensement français de 1895). Même au prix d’horreurs commises par la soldatesque turque sur les Kabyles, comme par exemple le fait d’enterrer vivants des dizaines de personnes innocentes dans des fosses communes, les Turcs n’eurent jamais d’emprise sur la Kabylie. Ils finirent, malgré eux, par négocier avec ses responsables aussi bien le prix du bois de la forêt d’Yakuren pour la construction de leurs bateaux, le passage des troupes turques en territoire kabyle pour circuler entre leurs deux capitales, Alger et Constantine, que les moules de la fausse monnaie de la Régence d’Alger, frappée par les bijoutiers kabyles d’At Yanni.

En 1520, Ahmed U l Qadi 1er initia la résistance kabyle contre la colonisation turque, réussissant même à s’emparer d’Alger et forçant le chef de bande Khair-Eddine Arroudj à se sauver.

1575 : Le royaume de Koukou (Kabylie) s’était même permis de fournir 1000 hommes au roi du Maroc, Moulay Malek, pour l’aider à se remettre sur son trône. Ses hommes avaient servi de garde d’élite au sultan pour affermir son pouvoir sur le royaume.

En 1609, les Kabyles vinrent battre les murs d’Alger puis, entre 1758 et 1770, ce fut toute la Kabylie qui se souleva contre la Régence turque. Au début du XIX° siècle, plusieurs autres insurrections se produisirent, notamment en 1805, 1813, 1816 et enfin en 1823, sept ans à peine avant la conquête d’Alger par la France.  (<http://bernardlugan.blogspot.fr/2011/12/algerie-la-turquie-la-memoire-courte.html>

7)- La Kabylie n’a perdu sa souveraineté que depuis 1857 face à l’armée française. Même si son ultime tentative de la récupérer en 1871 avait échoué, elle n’en refusait pas moins obstinément la domination coloniale de toutes ses forces.

7-1)- L’ANNEXION DE LA KABYLIE A L’ALGERIE FRANCAISE EST ILLEGALE. Elle n’a jamais été actée par un document de reddition ou d’acceptation par des représentants kabyles.

7-2)- Auparavant, après avoir enlevé Alger aux Turcs, la France coloniale s’était emparé d’un vaste territoire en Afrique du Nord centrale. Elle créa l’Algérie par un décret du 14/10/1839 par lequel elle reconnaissait de fait l’indépendance de la Kabylie. Les cartes géographiques de l’état-major français, établies à l’époque, prenaient soin de bien délimiter les frontières entre l’Algérie française et la Kabylie indépendante.

7-3)- Alexis de Tocqueville, conseiller parlementaire à la colonisation avait toujours préconisé de laisser la Kabylie en tant que pays indépendant avec lequel il était aisé de commercer. Dans sa lettre de 1847, alors que l’Algérie française était déjà une réalité, il rappelait l’indépendance de la Kabylie en écrivant : « À l’opposé du Petit-Désert, dans les montagnes qui bordent la mer, habitent les Kabyles indépendants. Jusqu’à présent nous n’avions jamais parcouru leur territoire. » ! Il confirme plus loin : « Or nous occupons aujourd’hui, sauf la Kabylie, la totalité du Tell… »

C’est le fait de ne pas avoir écouté les conseils avisés de Tocqueville, avancés dès 1837, recommandant de ne pas annexer la Kabylie à l’Algérie française, qui avait jeté les bases de la guerre de décolonisation (01/11/1954/19/03/1962).

7-4)- Malgré l’interdiction des assemblées traditionnelles kabyles par la France (1868), et l’introduction de la justice française (1874) puis l’état civil (1882) qui a tenté de donner de nouveaux noms de famille aux Kabyles, le droit coutumier et les structures de concertation et d’organisation traditionnelles, les noms patronymiques ancestraux demeurent vivaces.

7-5)- L’Emir Abdelkader qui s’était rendu à la France en 1848 et que l’historiographie franco-algérienne présente encore comme le « père de la nation algérienne » n’avait jamais été reconnu comme chef par les Kabyles. Son incursion en Kabylie où, au mépris des réalités sociopolitiques de tout un peuple, il voulait d’autorité y lever des troupes, fut pour lui un camouflet mémorable.

8)- La Kabylie a été le fer de lance de la décolonisation de l’Algérie. Jusqu’en 1954, ce qui est appelé de nos jours le « Mouvement National » algérien n’avait globalement de base sociale qu’en Kabylie (M. Harbi). De l’Etoile Nord-Africaine (ENA 1926) au PPA (1936), puis au MTLD (1945) c’étaient des militants kabyles qui se mobilisaient contre le colonialisme. Il en était de même pour la guerre dite d’indépendance de l’Algérie. Elle n’était animée, pour l’essentiel, que par des Kabyles, que ce soit en Kabylie (Opération Jumelles), à Alger (la Bataille d’Alger), en Wilaya IV (Azzedine et Si Salah) ou en France (Paris, 17/10/1961). Ils espéraient secrètement reprendre leur destin en mains, une fois le système colonial vaincu.

La déclaration du 1er Novembre 1954 par laquelle fut déclenchée la guerre d’indépendance comme le Congrès de la Soummam qui jeta les bases de l’Etat algérien étaient essentiellement le fait de la Kabylie.

9)- En fin de compte, l’indépendance de l’Algérie a été confisquée par une armée dite « des frontières, car stationnée en Tunisie et au Maroc. Elle a pris le pouvoir à Alger en 1962. Pour la Kabylie, cette indépendance s’est avérée n’être que le prolongement, en pire, du système colonial français contre lequel elle s’était tant battue ! Le colonialisme français n’avait jamais eu de politique officielle visant le démantèlement de l’identité, de la langue et de la culture kabyles autant que le fait l’Algérie depuis 1962. Il y avait, certes, une ségrégation contre tous les indigènes, mais il n’y avait pas de racisme institutionnel spécifiquement antikabyle, comme c’est le cas depuis la « décolonisation ».

10)- Aussitôt la guerre d’Algérie terminée, la Kabylie exprima sa volonté d’indépendance. La guerre de Kabylie engagée sous la bannière du FFS (29/09/1963), avait bien pour objectif inavoué, son indépendance et Ait Ahmed, son chef politico-militaire, une fois capturé en 1964, fut condamné à mort pour « *sécession »* avant de voir sa peine commuée en prison à perpétuité. Son évasion de la prison, en 1966, le sauva in extrémis.

11)- Depuis 1976, la Kabylie a opté pour un combat pacifique afin d’arracher ses droits. Dans un premier temps, dans le cadre d’une Algérie plurielle, puis, depuis le Printemps Noir de 2001, pour un destin en marge de l’Algérie.

12)- AU Printemps Noir de 2001, la Kabylie a subi une répression sauvage qui a fait pas moins de 130 morts. Elle réalise, désemparée, qu’elle n’a jamais été considérée comme étant algérienne. Non seulement il n’y eut aucune manifestation de sympathie ou de solidarité avec elle de la part des Algériens mais en plus, une séance du parlement algérien convoquée spécialement pour débattre de son cas fut un véritable réquisitoire contre elle. A l’ouverture de cette séance parlementaire, une minute de silence fut observée à la mémoire d’un jeune palestinien, mais aucun geste, aucune compassion pour les dizaines de victimes kabyles qui venaient d’être abattues de sang-froid par les gendarmes algériens. Il y eut même une proposition de déchoir de sa nationalité algérienne l’un des pères fondateurs de l’Algérie, M. Hocine Ait Ahmed dont le seul tort était d’avoir des origines kabyles.

13)- C’est ainsi que le droit à l’autodétermination, autrement dit à l’indépendance, est devenu, de nos jours, l’aspiration la plus partagée par le peuple kabyle.

Mais si la permanence de la Kabylie à travers l’Histoire a été assurée par amour de ses enfants pour leur liberté et leur terre, ils y sont parvenus aussi grâce aux institutions démocratiques qu’ils se sont bâties au fil des millénaires et qui demeurent encore vivaces. Ces dernières qui peuvent, par certains aspects, s’apparenter à celles de la Grèce antique, n’en étaient pas mois un ensemble architectural d’un Etat à nul autre pareil.